

Etats-Unis/Ingérence russe

L'enquête du FBI se rapproche de la Maison Blanche

AFP
Washington/Etats-Unis

La meilleure défense étant l'attaque, le président Trump s'en est pris violemment à la police fédérale.

DONALD Trump a lancé hier une violente contre-attaque contre le FBI, après son faux pas de la veille laissant entendre qu'il savait de longue date que son ancien conseiller à la sécurité nationale, inculpé dans l'affaire russe, avait menti à la police fédérale.

"Je n'ai jamais demandé à Comey d'abandonner l'enquête sur Flynn. Encore de fausses informations couvrant un autre mensonge de Comey", s'est défendu Donald Trump au petit matin, dans le premier d'une salve de tweets critiquant la police fédérale avec une virulence inédite pour un président américain.

Lors d'une audition sous serment début juin devant le Sénat, l'ancien directeur du FBI James Comey –brutalement limogé par le président – avait affirmé que Donald Trump lui avait personnellement demandé d'enterrer l'enquête visant Michael Flynn.

Ce dernier a plaidé coupable vendredi d'avoir notamment menti aux enquêteurs, plongeant le premier cercle de l'entourage de Donald Trump au cœur de l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur l'ingérence de Moscou dans la présidentielle américaine de 2016 et une possible entente entre l'équipe de l'homme

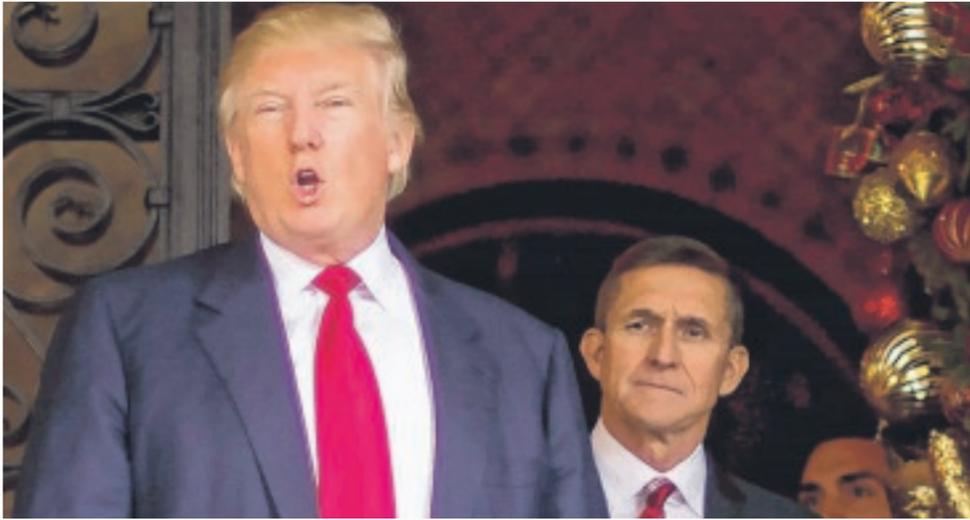


Photo : AFP

L'inculpation dans l'affaire russe de son ancien conseiller à la sécurité nationale, Michael Flynn (à droite), a inspiré au président Donald Trump une attaque en règle contre le FBI.

d'affaires et le Kremlin. Or dans un tweet qui a fait sensation, le président a écrit samedi : "J'ai dû limoger le général Flynn parce qu'il a menti au vice-président et au FBI", laissant entendre par cette formulation qu'il était au courant des mensonges quand il avait demandé, selon James Comey, au patron du FBI d'abandonner l'enquête.

L'avocat personnel de Donald Trump, John Dowd, a ensuite affirmé aux médias que c'est lui qui avait rédigé ce message pour dédouaner le président. La Maison Blanche a par le passé souligné que les tweets de Donald Trump avaient valeur de communiqués officiels.

La sénatrice démocrate Dianne Feinstein, membre de la puissante commission du Renseignement au cœur de l'enquête russe, n'a pas été convaincue par ces arguments : "Je pense que ce qui est en train de se dessiner est un cas d'en-

trave à la justice", a-t-elle affirmé sur la chaîne NBC. "REPUTATION EN LAMBEAUX" • S'appuyant ensuite sur la nouvelle, tombée samedi, qu'un des principaux enquêteurs du FBI chargés du dossier russe – et précédemment de l'enquête sur les courriels de Hillary Clinton, classée sans suite – avait été écarté du dossier après des messages le critiquant, Donald Trump a lancé plusieurs violents coups de boutoir contre la police fédérale.

"Après des années de Comey, avec l'enquête bidon et malhonnête sur Clinton (et plus), à la tête du FBI, sa réputation est en lambeaux – la pire de l'Histoire ! Mais n'ayez crainte, nous lui rendrons sa grandeur", a poursuivi le président américain.

L'enquête sur les courriels de Hillary Clinton avait secoué la campagne présidentielle de 2016, motivant Donald Trump et ses supporteurs, dont Mi-

chael Flynn, à demander, aux cris de "Enfermez-la", qu'elle soit condamnée et emprisonnée. En vain.

« "UN AGENT DU FBI ANTI-TRUMP A MENE L'ENQUETE CLINTON" Maintenant tout commence à s'expliquer », a encore asséné le président, à propos de cet enquêteur, Peter Strzok, l'un des plus expérimentés dans les services de contre-espionnage du FBI et qui a été, cet été, réassigné aux ressources humaines, selon le New York Times.

"TRES HAUT RESPONSABLE" • Washington avait été secoué vendredi matin par la nouvelle que Michael Flynn avait plaidé coupable notamment d'avoir menti sur ses conversations avec l'ambassadeur de Russie aux Etats-Unis puis accepté de coopérer avec la justice.

M. Flynn a surtout confirmé à l'accusation avoir ponctuellement agi sur les instructions d'un "très haut responsable" de

l'équipe de transition présidentielle qui n'est autre, selon plusieurs médias américains, que Jared Kushner, gendre et proche conseiller de Donald Trump.

Puisqu'ils sont intervenus après la victoire de l'homme d'affaires en novembre 2016, ces contacts avec l'ambassadeur de Russie ne confortent pas la thèse d'une concertation entre Moscou et l'entourage du candidat pour influencer le scrutin.

Mais Michael Flynn pourrait fournir de nouvelles informations aux enquêteurs. Et si Robert Mueller parvenait à prouver une collusion avec la Russie ou une entrave à la justice – comme le laisse entendre le témoignage de James Comey – une procédure de destitution ne pourrait être exclue pour le 45e président des Etats-Unis.

REFORME FISCALE ECLIPSEE • Samedi, Donald Trump avait toutefois assuré n'être pas inquiet de ce que pourrait révéler Michael Flynn et réaffirmé qu'il n'y avait eu "aucune collusion" de son équipe de campagne avec la Russie lorsqu'il brigait la Maison Blanche.

Il avait alors bien tenté de maintenir l'attention sur la réforme fiscale adoptée la veille au Sénat, première grande victoire législative républicaine depuis son arrivée à la Maison Blanche, à même de faire oublier l'échec cuisant de la réforme de la santé.

Mais ses déclarations et l'avalanche de tweets éclipsaient largement hier cette refonte historique du code des impôts.

L'Afrique en bref

• Cameroun/Troubles. L'armée prête à agir "sans état d'âme"

L'armée camerounaise mettra en œuvre "sans état d'âme" les instructions du président Paul Biya pour mettre "hors d'état de nuire" les séparatistes anglophones violents, a assuré samedi le ministre de la Défense, Joseph Beti Assomo.

• Centrafrique. Un mort dans des échauffourées à Bangui

Des échauffourées ont opposé samedi soir des habitants d'un quartier de Bangui à des militaires en charge de la sécurité de l'aéroport de la capitale, faisant au moins un mort, a-t-on appris de sources concordantes.

• Tchad/Politique. Mort du Dr Abba Siddick

Le docteur Abba Siddick, figure de la vie politique tchadienne, est décédé samedi à Paris à l'âge de 93 ans, a annoncé la radio d'Etat au Tchad. Sa dépouille devait être transportée hier soir à N'Djamena, avant une inhumation prévue ce lundi matin, a précisé la radio.

A travers le monde

• Proche-Orient/Conflit. Les Palestiniens en quête de soutiens

Les dirigeants palestiniens tentaient hier d'obtenir des soutiens diplomatiques pour convaincre le président américain Donald Trump de renoncer à un projet sur une éventuelle reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël.

• Syrie/Conflit. 25 civils tués dans la Ghouta orientale

Au moins 25 civils ont été tués et des dizaines blessés hier dans des frappes aériennes sur la Ghouta orientale, région rebelle assiégée proche de Damas, selon un bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

• Yémen/Conflit. Sanaa "ville morte" dans la crainte de nouveaux affrontements



Photo : AFP

La capitale yéménite Sanaa a pris des airs de "ville morte" hier, les craintes de nouveaux affrontements au sein du camp rebelle ayant amené de nombreux habitants à se cloîtrer chez eux, et les écoles et magasins à rester fermés.

Mali/Présidentielle 2018

Un général dans la course

AFP
Bamako/Mali

Moussa Sinko Coulibaly a ainsi démissionné de l'armée afin de se présenter à ce scrutin qui aura lieu en juillet.

LE général et ancien ministre malien Moussa Sinko Coulibaly a démissionné de l'armée afin de se présenter à l'élection présidentielle prévue en juillet 2018, a-t-on appris hier auprès de ses proches.

Après le maire de Sikasso (sud), Kalifa Sanogo, en septembre, le général Coulibaly est le deuxième à se déclarer officiellement candidat à la succession du président Ibrahim Boubacar Keïta.

Dans sa lettre de démission dont l'AFP a obtenu

copie, il affirme vouloir ainsi "contribuer autrement à trouver les solutions aux défis politique, économique, éducatif, culturel et social auxquels notre pays est confronté".

Lors d'une rencontre avec la presse hier, des proches de l'officier ont expliqué que son objectif était d'affronter le président Keïta au scrutin de 2018.

"Pour faire de la politique, la loi obligeait le général Moussa Sinko Coulibaly à démissionner de l'armée. C'est fait. Maintenant, nous voulons avec lui, réaliser l'alternance en 2018", a déclaré Idrissa Diakité, un de ses principaux soutiens, estimant que "l'actuel président a échoué".

Membre de la junte du capitaine Amadou Sanogo après le putsch de mars 2012, le général Coulibaly a ensuite, en tant que ministre de l'Administration

territoriale d'un gouvernement de transition, organisé l'élection de 2013, remportée par Ibrahim Boubacar Keïta, un poste qu'il a conservé pendant quelques mois sous le nouveau président.

Diplômé de la prestigieuse école militaire française de Saint-Cyr, il bénéficie, selon son entourage, "de nombreux soutiens", notamment dans l'armée.

Le gouvernement a annoncé il y a une semaine le report à avril 2018 des élections régionales prévues le 17 décembre, une date que contestaient les groupes signataires de l'accord de paix de 2015.

Le précédent scrutin au Mali, les élections municipales, avait dû être reporté à plusieurs reprises, pour se tenir le 20 novembre 2016 sur une partie seulement du territoire en raison des violences dans le

pays, en particulier dans le Nord.

Dans un entretien à l'hebdomadaire Jeune Afrique paru hier, M. Keïta, qui n'a toujours pas fait acte de candidature pour un second mandat, a écarté tout report de l'élection présidentielle pour des raisons de sécurité.

Un fonctionnaire, secrétaire général de la mairie de Djougani (centre), a été assassiné à son domicile dans la nuit de samedi à hier par des hommes armés, a par ailleurs appris l'AFP de sources administratives et sécuritaires, sans autre précision.

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda. Ces groupes en ont été en grande partie chassés par une intervention militaire française, lancée en janvier 2013, qui se poursuit ac-

tuellement.

Mais des zones entières du pays échappent encore au contrôle des forces maliennes, françaises et internationales (Minusma), régulièrement visées par des attaques, malgré la signature de l'accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes, dont l'application accumule les retards.

• Les soldats tués fin octobre étaient bien des otages.

Les soldats maliens tués fin octobre lors d'un raid de la force française Barkhane contre un groupe jihadiste dans le nord du pays étaient "bien des otages", malgré les doutes émis par Paris, a réaffirmé le président malien Ibrahim Boubakar Keïta, dans un entretien au magazine Jeune Afrique.